Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal | **www.quartierlibre.ca**

Quartier L!bre

Volume 27 | nº 3 | 16 octobre 2019

DE LA RUE AU VOTE

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Le poids électoral des jeunes
Analyse des revendications étudiantes

UN SPEED DATING EN URBANISME

L'organisation d'évènements de *speed dating* professionnel a valu à la chargée de formation pratique de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage Maude Léonard le prix d'excellence en enseignement de l'UdeM. Cette activité permet aux étudiants de mieux s'orienter dans leur parcours universitaire et de se faire une idée de la réalité des métiers liés à leur domaine d'études.

PAR MARTIN DUCASSÉ-GAMBIER

Une rencontre entre des étudiants de dernière année du baccalauréat en urbanisme et des jeunes diplômés de l'UdeM, maintenant sur le marché du travail, est organisée chaque automne depuis 2014 par la chargée de formation de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Maude Léonard. Grâce à cette activité de réseautage sous forme de *speed dating*, les étudiants discutent successivement avec cinq professionnels qui leur donnent l'occasion de poser des questions sur les métiers d'urbaniste et d'architecte, et de les aider à choisir une maîtrise. Cette initiative lui a valu le prix d'excellence en enseignement 2019 pour le soutien à la réussite, remis par l'UdeM.

Un océan de possibilités

« *Le domaine de l'urbanisme offre un éventail de professions et de chemins que vous pouvez prendre* », explique Maude Léonard. En effet, du patrimoine à l'environnement en passant par l'aménagement du territoire, il existe autant de débouchés que de parcours universitaires. Selon la chargée de formation, les étudiants ont parfois des difficultés à s'orienter et le quotidien des professionnels peut leur sembler inconcevable.

« *Il est très facile de demeurer dans l'abstrait pendant toutes ses études,* souligne le titulaire d'une maîtrise en aménagement de l'UdeM Kenny Harrouche. *On a un réel besoin de visualiser ce qu'on fait et sur quoi travaillent les professionnels.* » L'ancien étudiant a inspiré la chargée de formation à concevoir le projet.

De l'abstrait au concret

« *À la base, je suis un peu gênée dans les 5@7 carrières,* témoigne l'étudiante à la maîtrise en aménagement et auxiliaire d'enseignement à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage, Frédérique Saint-Arnaud. *Parler à des professionnels, c'est un peu intimidant.* » Afin de briser la glace, Mme Léonard a eu l'idée d'organiser un *speed dating* afin que l'étudiant comme le professionnel soient capables de se projeter dans la réalité de l'autre.

« *Avant le* speed dating*, on apprenait pour avoir un diplôme, dorénavant, on apprend pour obtenir un emploi,* raconte M. Harrouche. *Cela a changé notre approche par rapport à ce que l'on faisait tous les jours.* » Pour lui, ces rencontres ont permis de redonner du sens à des études qui peuvent paraître déconnectées de la réalité professionnelle.

Un format gagnant-gagnant

À 26 ans, M. Harrouche est sur le marché du travail depuis deux ans en tant que chargé de projet dans une entreprise d'architecture sociale et communautaire. Il a participé aux deux derniers évènements de *speed dating* organisés par Mme Léonard et il compte également être présent au sixième rendez-vous. « *J'ai vécu cette phobie de ne pas savoir où aller, c'est pour ça que je ne veux pas que les autres la vivent à leur tour* », affirme-t-il.

Selon Mme Léonard, les professionnels éprouvent de l'intérêt pour ces rendez-vous et ne comptent pas leur temps de présence, puisqu'ils ont été dans la situation des étudiants il y a quelques années. C'est l'occasion pour eux de redonner du temps à leur faculté, et par la même occasion, de retrouver des membres de leur cohorte dans une ambiance conviviale. Aujourd'hui, Mme Léonard souhaiterait que ce format s'étende aux autres formations, dans la mesure où celui-ci a déjà fait ses preuves au sein du programme de baccalauréat en urbanisme.

> *« J'ai vécu cette phobie de ne pas savoir où aller, c'est pour ça que je ne veux pas que les autres la vivent à leur tour. »*
>
> Kenny Harrouche
> Chargé de projet chez Rayside Labossière

Photo : Jacob Côté

La chargée de formation à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'UdeM, Maude Léonard, a reçu le 17 mai dernier le Prix d'excellence en enseignement pour le soutien à la réussite.

ÉDITO

LE PRIX DE L'ACTION

PAR ROMEO MOCAFICO

Rassembler les plus grands scientifiques du monde pour alerter sur l'urgence climatique n'était pas assez. Marteler le bitume de slogans écologistes non plus. Les temps sont rudes pour ces militants de l'environnement qui peinent à convaincre de la nécessité d'agir maintenant. Face à cela, Extinction Rebellion adopte une autre stratégie : l'intervention directe est actée, et ses activistes bloquent des autoroutes pour crier que les mots ne suffisent plus. Mais même à ce jeu-là, la planète n'est pas sûre de gagner.

Photo : Romeo Mocafico

Certes, bloquer une ville entière dans un acte délibéré n'était pas un bon point de départ. Le groupe écologiste a cru marquer les esprits en mettant sa désobéissance civile au service d'une noble cause. La communication du groupe reste à revoir, car enivrer Montréal de particules fines n'a pas été bien perçu. Les cartouches ainsi offertes à leurs détracteurs, le mode d'action de ces militants a été largement critiqué.

L'action, justement, n'est-ce pas ce que les gens réclamaient au départ ?

En théorie seulement, car la semaine dernière a prouvé que lorsque certains grimpent des ponts, les autres grincent des dents.

Héros anonymes

L'Histoire a prouvé que toutes les grandes avancées se sont faites en désobéissant. Les revendications pour le droit de vote, pour l'accès à la démocratie, pour la condition des personnes racisées, toutes sont passées par l'affront de l'ordre établi. Comment alors critiquer Extinction Rebellion, qui dit œuvrer pour le bien commun ?

Le problème pourrait venir de la cause. Cette fois-ci, la lutte n'est ni sociale ni économique, mais climatique. La passion et l'intérêt personnel en moins, il s'avère plus complexe de convaincre les troupes face à un danger auquel chacun imagine pouvoir échapper. La population excédée de son retard du lundi matin semble avoir subitement oublié la nécessité d'agir. La défense de l'environnement nous concerne pourtant tous, à différentes échelles.

Les automobilistes ralentis ne sont pas uniquement les otages de ce « terrorisme écologique ». Critiqués pour profiter des faiblesses de la démocratie, les militants écologistes sont certainement nos héros de demain, qui osent s'élever quand les autres restent immobiles. Qui sait, c'est peut-être cette liberté d'action démocratique dont ils disposent qui nous sauvera. En attendant une future potentielle reconnaissance, Extinction Rebellion subit le coup de son engagement et de son acte.

Beaucoup d'enseignements peuvent être tirés de ce coup d'éclat. Le principal est clair pour moi : l'action a donc un coût, et trop peu nombreux sont ceux prêts à payer pour cette cause. Les chiffres en témoignent. Ils étaient 500 000 à marcher, ils sont 3 à agir, perchés sur le nouveau Pont Champlain.

La planète est à crédit. Combien sommes-nous prêts à mettre ?

AGA

Quartier L!bre vous convie à son assemblée générale annuelle

le mardi 29 octobre, 11h45 au Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-3250.

Plus d'infos sur la page de Quartier Libre

Prochaines réunions de production : les mercredis les 16 octobre et 13 novembre à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

RÉDACTEUR EN CHEF
Romeo Mocafico
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION

CAMPUS
Esther Thommeret
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Édouard Ampuy
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Louis-Philip Pontbriand
culture@quartierlibre.ca

Coralie Beaumont, Alain James Dubé, Martin Ducassé-Gambier, Marine Gachet, Lambert Gagné-Coulombe, Arnold Gerster, Emma Guerrero Dufour, Aisha Jalil, Roman Massion, Cristian Mironescu, Charlotte Morand, Renaud Proulx, Félix Raulet

PHOTOGRAPHE DE LA UNE
Louis-Philip Pontbriand

PHOTOGRAPHE
Jacob Côté

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

CORRECTRICE
Gaëlle Varnier-Brunet

RÉVISEURE
Amélie Bayeur

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari

PUBLICITÉ
Accès-Média [accesmedia.com]

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
21 octobre 2019

PROCHAINE PARUTION
13 novembre 2019

JEUNES FEMMES LEADERS

À partir du 16 novembre prochain, pour la deuxième année consécutive, la FAÉCUM lance son programme Jeunes femmes leaders (JFL). Pour l'occasion, *Quartier Libre* revient sur l'expérience de l'an passé où des étudiantes ont discuté des différents enjeux auxquels les femmes sont confrontées dans le milieu professionnel.

PAR CHARLOTTE MORAND

La secrétaire générale de la FAÉCUM, Sandrine Desforges, soutient que le programme vise à aborder différentes formes de *leadership* afin de favoriser l'implication des étudiantes dans le monde professionnel et de les outiller pour qu'elles puissent investir différents lieux décisionnels. *« Il y a des échanges assez ouverts avec une femme qui vient partager son expérience de* leadership *en parlant de son parcours, des freins qu'elle a pu rencontrer, et la manière dont elle a pris sa place »,* souligne-t-elle. La secrétaire générale mentionne qu'il y aura également des ateliers de réseautage et des formations plus pratiques.

> *« C'est pertinent que l'on ait des moments et des endroits pour se retrouver entre femmes. »*
>
> Cécile Dupont
> Étudiante au baccalauréat en science politique

Sandrine explique que le concept de JFL existe depuis 2013, mais que la formule a changé l'année dernière, passant de deux journées de formation à un programme se déroulant sur l'année. *« La valeur ajoutée de ce programme est la création d'un sentiment de cohorte chez les participantes, pour faciliter les échanges et le partage entre celles-ci »*, ajoute-t-elle. L'an passé, 127 étudiantes ont participé et 175 personnes se sont inscrites cette année.

Photos : Courtoisie FAÉCUM

La FAÉCUM organise des formations destinées aux femmes pour favoriser leur implication et les outiller afin qu'elles puissent investir différents lieux décisionnels, à l'UdeM ou ailleurs.

Des retours positifs

« Après chaque activité, on faisait un sondage d'appréciation, et on a eu un retour très positif du programme », affirme Sandrine. Elle explique que cette rétroaction positive vaut autant pour la formule en tant que telle que pour les différentes conférencières qui ont participé aux événements. Pour les participantes, l'expérience a été enrichissante. *« J'ai rencontré des personnes inspirantes avec des parcours variés,* explique l'étudiante à la maîtrise en science politique Louise Cottereau. *Avoir eu la possibilité de discuter avec des femmes d'horizons différents m'a permis de voir ce qui m'attirait professionnellement. »*

Un programme reconduit et amélioré

« C'est pertinent que l'on ait des moments et des endroits pour se retrouver entre femmes », acquiesce également l'étudiante au baccalauréat en science politique Cécile Dupont. Elle explique que ces occasions lui manquent en général, et que le programme permet de discuter des différents enjeux auxquels les femmes sont confrontées, notamment dans le cadre professionnel, et de développer une solidarité féminine.

Cécile dit avoir aimé la communication entre les participantes et les organisateurs. *« J'avais l'impression que l'on était vraiment écoutées »*, remarque-t-elle. Pour cette nouvelle édition, Sandrine soutient que la FAÉCUM va prendre en compte les recommandations lors de la précédente édition, comme le fait de mettre en place une tarification sociale. Cette mesure signifie que des participantes peuvent être exemptées des frais de participation de dix dollars si elles ne peuvent pas les régler.

La fédération veut finalement mettre l'accent sur la diversité des femmes. *« La question de l'intersexualité est au cœur de nos préoccupations, tant par rapport aux femmes qui vont être présentes que par rapport à la manière dont le sujet va être abordé »,* soutient Sandrine. Elle affirme que les femmes font encore face à beaucoup de barrières en 2019 pour se faire une place dans le milieu professionnel, et que la FAÉCUM veut travailler sur ce problème.

OBJECTIF PARITÉ POUR POLYTECHNIQUE

Polytechnique Montréal est la première école d'enseignement supérieur du Canada à obtenir la Certification Parité, confirmant son engagement dans l'égalité femmes-hommes. L'établissement souhaite également promouvoir la place de la femme dans les métiers de l'ingénierie.

PAR FÉLIX RAULET

Le 25 septembre dernier, Polytechnique Montréal a obtenu la Certification Parité de la part de l'organisme La Gouvernance au Féminin, notamment pour ses pratiques de recrutement, qui visent à augmenter la proportion de femmes au sein de son personnel. Cette initiative fait partie du plan stratégique 2018-2023 de l'École.

En quête de la zone paritaire

Atteindre la « zone paritaire » apparaît comme une nécessité pour Polytechnique. D'après la directrice associée à la formation et à la recherche et coprésidente du Comité sur l'équité, la diversité et l'inclusion, Annie Ross, cette zone consiste à assouplir l'idée de parité théorique voulant 50 % de femmes et 50 % d'hommes au sein du personnel d'un établissement. Le but est de proposer un objectif plus réaliste de 40 % de femmes et 60 % d'hommes.

De plus, d'après Mme Ross, cette parité est essentielle à la créativité et à la performance des organisations. *« Les hommes et les femmes n'abordent pas les défis de la même façon »*, explique-t-elle.

Polytechnique s'est également donné pour objectif d'atteindre la parité dans le corps professoral, afin de permettre aux femmes d'accéder aux postes décisionnels. *« S'il y a peu de femmes dans le corps professoral, il y aura forcément peu de femmes dans les postes de haute direction »*, ajoute le conseiller principal en développement durable à Polytechnique, Patrick Cigana, qui a mené le projet de certification auprès de La Gouvernance au Féminin.

Si l'école d'ingénierie a obtenu la médaille de bronze auprès de l'organisme, c'est notamment à cause de la faible représentation des femmes parmi les professeurs. *« Aujourd'hui, on est à 14 % de femmes dans le corps professoral, il faut donc se rendre à 40 % au minimum*, déclare Mme Ross, qui est également professeure en génie mécanique. *On est dans une grande mouvance actuellement pour revoir nos pratiques de recrutement, afin de reconnaître les compétences et les acquis de carrière des uns et des autres. »*

« Aujourd'hui, on est à 14 % de femmes dans le corps professoral, il faut donc se rendre à 40 % au minimum. »

Annie Ross
Directrice associée à la formation et à la recherche et coprésidente du comité institutionnel sur l'équité, la diversité et l'inclusion.

CERTIFICATION **PARITÉ**

La Gouvernance au Féminin évalue trois catégories avant de décerner l'une des quatre médailles (bronze, argent, or ou platine) de la Certification Parité :

Stratégie

Pour être certifié dans cette catégorie, l'organisme doit démontrer son engagement à atteindre la parité en définissant un objectif clair et son intention de maintenir cette parité à l'aide de politiques qui permettent de constituer un vivier de talents féminins.

Action

Il doit démontrer que ses politiques, ses pratiques et ses actions entraînent des progrès vers une représentation équitable des femmes à tous les niveaux de l'organisation.

Résultats

L'entreprise doit prouver que le résultat de sa stratégie et de ses actions entraîne une progression vers l'équité ou la parité dans la répartition des femmes et des hommes sur le plan de la hiérarchie de l'organisation, de la promotion et du recrutement.

En fonction du point où l'organisme se situe sur l'échelle de parité, il peut se qualifier pour remporter la certification bronze, argent, or ou platine à la suite d'une évaluation de soixante-quinze critères quantitatifs et qualitatifs. Le niveau platine est accordé lorsque l'organisme a atteint une parité de 40 % de femmes et 60 % d'hommes au sein de son personnel.Trois entreprises ont obtenu le niveau platine : RBC (Banque Royale du Canada), Intact Assurance et La Financière Sun Life.

Pour davantage d'ingénieures

L'École avait déjà commencé à tendre vers la parité avant de soumettre sa candidature. *« On a travaillé sur la formulation de nos offres d'emploi pour utiliser un vocabulaire le plus inclusif possible »*, illustre M. Cigana. Cependant, Mme Ross et lui ont conscience que ce type de démarches ne suffit pas. *« Avant d'arriver au poste de professeur, il faut devenir ingénieur, et quand on regarde les étudiants de Polytechnique, on n'est pas à cinquante-cinquante*, note M. Cigana. *Il y a plutôt entre 28 et 30 % de femmes étudiantes. »* Selon lui, pour atteindre la parité dans le corps professoral, il faut déjà l'atteindre dans le corps étudiant. *« On fait des présentations dans les cégeps et dans les écoles secondaires pour inciter les jeunes femmes à se tourner vers l'ingénierie »*, ajoute-t-il.

Polytechnique Montréal partage le programme « 30 en 30 » de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), qui a pour objectif d'avoir au moins 30 % de femmes dans les cohortes étudiantes de première année de baccalauréat en ingénierie en 2030. *« Comme la tendance est bonne, on a toutes les raisons de croire qu'on atteindra les objectifs de l'OIQ »*, affirme Mme Ross.

Un modèle pour les autres universités

Si Polytechnique Montréal a fait la demande de cette certification, c'est pour avoir un regard extérieur sur ses pratiques d'amélioration de la parité et obtenir un accompagnement. *« À Polytechnique, on ressent une grande fierté d'avoir reçu cette certification, c'est un message d'espoir,* avoue-t-elle. *C'est important pour nous; cela montre qu'on est sur la bonne voie. »*

Après avoir reçu la Certification Parité, l'école d'ingénierie ne compte pas en rester là. *« Polytechnique s'engage pour la parité, souhaite être progressiste et si, au travers de cela, on peut être un modèle pour les autres, pourquoi pas ? »,* conclut Mme Ross. Annie Ross se réjouit que l'établissement soit récompensé pour ses efforts.

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

William Blaney
COORDONNATEUR AUX AFFAIRES EXTERNES
externe@faecum.qc.ca

LE 21 OCTOBRE, #JEVOTE!

Le 21 octobre, les Canadiennes et les Canadiens seront appelés aux urnes afin d'exercer leur droit de vote dans le cadre des élections fédérales. Il est primordial de s'assurer que la communauté étudiante soit en mesure de faire entendre sa voix sur la multitude d'enjeux qui la touchent.

Dans cette optique, la FAÉCUM appuie deux campagnes aux visées complémentaires. La première campagne, **#ÉlèveTonCanada**, a été mise sur pied par le comité de travail spécifique sur les élections fédérales de l'Union étudiante du Québec. En coalisant les associations étudiantes autour d'enjeux communs, l'objectif est de faire connaitre aux différents partis politiques les demandes électorales des étudiantes et des étudiants, afin de les pousser à prendre des engagements en faveur des revendications qui leur sont adressées. La deuxième campagne, **Sortons voter**, à laquelle participent 36 associations étudiantes de partout au Canada, dont la FAÉCUM, a été initiée par l'Alliance canadienne des associations étudiantes (CASA-ACAE) afin d'encourager la population étudiante à aller voter le 21 octobre prochain.

LA FAÉCUM ET L'UEQ, PORTEUSES DE REVENDICATIONS

En période électorale, les associations étudiantes se mobilisent pour faire valoir auprès des partis politiques certaines revendications étudiantes et les pousser à prendre des engagements en faveur de celles-ci. C'est pour cette raison qu'en avril dernier, les associations étudiantes membres de la FAÉCUM ont adopté une plateforme de revendications, qui a par la suite été portée par la Fédération auprès de l'Union étudiante du Québec et des différents partis en lice.

Voici les principales revendications portées par la FAÉCUM :

1. Financer les coûts indirects de la recherche à la hauteur d'au moins 40 % des subventions des organismes subventionnaires fédéraux (OSF) ;
2. Hausser le financement des programmes de bourses étudiantes des OSF ;
3. Favoriser la création de nouvelles bourses d'études supérieures du Canada au niveau du doctorat en diminuant le montant des « superbourses » ;
4. Augmenter la durée de financement des programmes de bourses étudiantes des OSF ;
5. Assurer un siège étudiant au sein des conseils d'administration des OSF ;
6. Exclure le personnel des établissements universitaires de l'article 91 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés [et des réfugiées]* ;
7. Augmenter le financement du Transfert canadien en matière de programmes sociaux ;
8. Réinvestir les sommes de l'abolition des crédits d'impôt pour frais de scolarité et manuels dans les programmes de prêts et bourses canadiens, ou en transferts aux provinces.

POUR CONSULTER LA PLATEFORME DE REVENDICATIONS FÉDÉRALES INTÉGRALE, CONSULTEZ LE FAECUM.QC.CA.

Par ailleurs, la FAÉCUM a abordé les questions du financement des études supérieures et de la recherche avec les représentants et les représentantes des partis en lice lors de son débat du 26 septembre dernier. Nous avons pu entendre les discours et être témoins des engagements de Gabriel Ste-Marie, candidat au Bloc Québécois, d'Ève Péclet, candidate au Nouveau Parti démocratique du Canada, de Jonathan Plamondon, candidat au Parti libéral du Canada, et de Daniel Green, candidat au Parti vert du Canada. Vous pouvez retrouver des questions-réponses tirées de ce débat sur notre page Facebook.

AVANT D'ALLER VOTER

- Pour voter, vous devez être citoyenne ou citoyen canadien, et avoir au moins 18 ans le jour de l'élection ;
- Vous devez préalablement être inscrite ou inscrit à la liste électorale, à votre lieu de résidence ;
- Vous devrez vous munir d'une pièce d'identité portant l'adresse du lieu de résidence auquel vous êtes inscrite ou inscrit à la liste électorale ;
- Si vous avez des questions en lien avec le vote, composez le 1 800 463-6868.

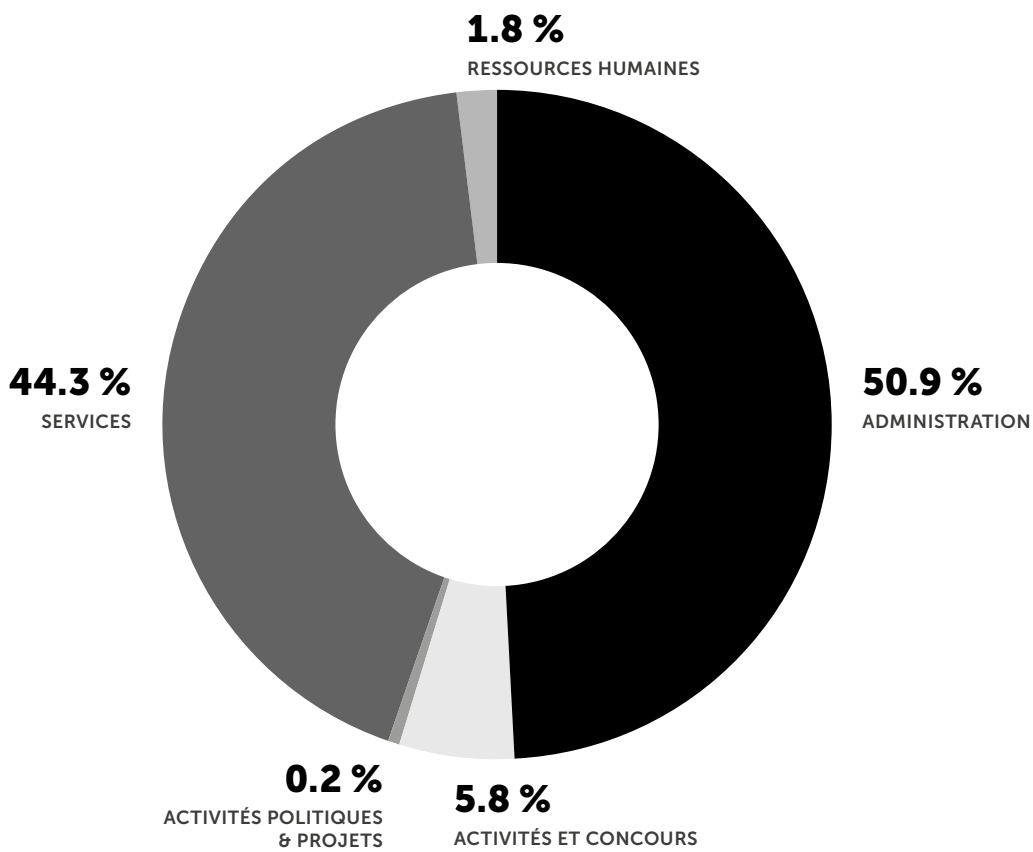
Aux élections fédérales du 21 octobre prochain, #JeVote !

FAECUM.QC.CA

BUDGET AGGLOMÉRÉ 2019-2020

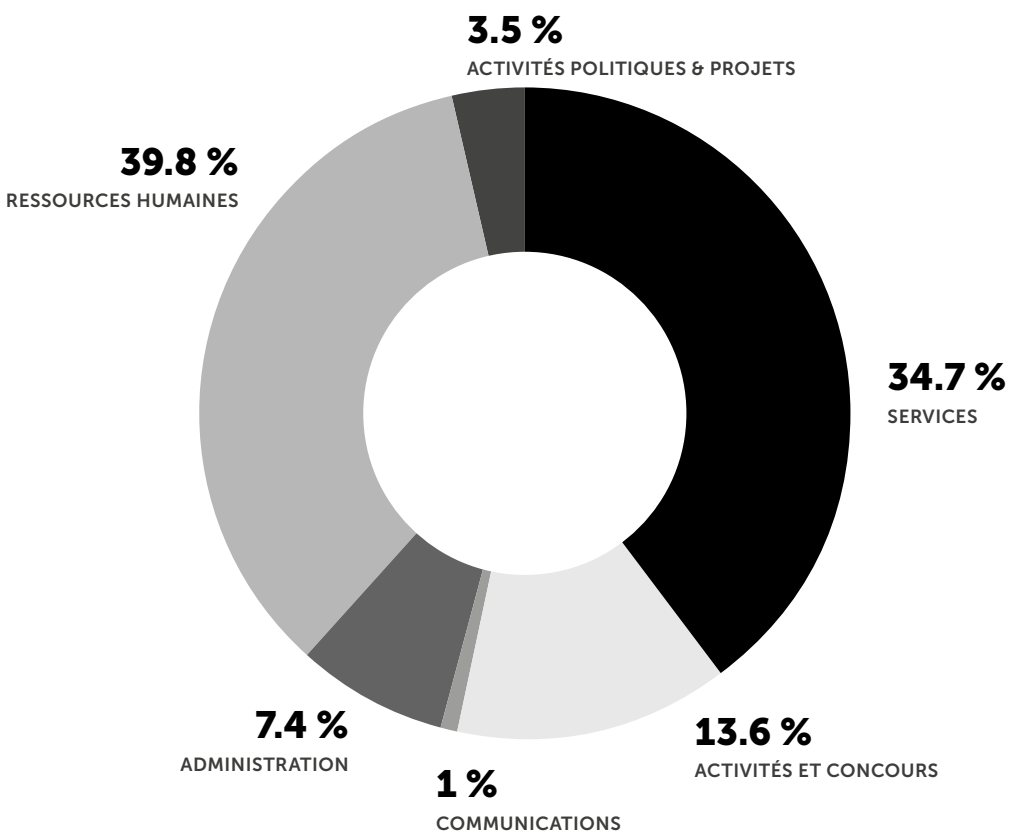
Le budget aggloméré ci-dessous présente les produits et les charges de la FAÉCUM pour la période allant du 1er mai 2019 au 30 avril 2020. Les produits et les charges se divisent en plusieurs grandes catégories, chacune repartie de façon proportionnelle par rapport à l'ensemble. Le budget complet de la FAÉCUM est toujours accessible aux membres. Pour plus d'informations, communiquez avec Camille Désilets, coordonnatrice aux finances et services : **finances@faecum.qc.ca.**

PRODUITS



Administration	50.9 %
Services	44.3 %
Activités et concours	5.8 %
Ressources humaines	1.8 %
Activités politiques & projets	0.2 %
TOTAL DES PRODUITS	100 %

CHARGES



Ressources humaines	39.8 %
Activités et concours	13.6 %
Administration	7.4 %
Services	34.7 %
Activités politiques & projets	3.5 %
Communications	1.0 %
TOTAL DES CHARGES	100 %

FAÉCUM
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ALLIER LA PAROLE AUX GESTES

Nos comportements et notre communication non verbale affectent la crédibilité de nos propos. Les messages que nous souhaitons véhiculer ainsi que leur portée dépendent de cette crédibilité. Pour être écoutés, les experts conseillent d'avoir une réflexion en amont sur les mots utilisés, mais aussi sur la façon de les délivrer, pour que la forme renforce le fond.

PAR FÉLIX RAULET

L'une des quatre lauréates du concours d'éloquence de l'UdeM « Délie ta langue ! » de l'année passée, Noémie Lefebvre, définit la communication non verbale comme une question d'authenticité. *« Si tu utilises seulement des mots pour transmettre un message, sans gestuelle ou expressions faciales, on dirait que c'est juste un texte sans vie »*, précise-t-elle. Sortie grandie de ce concours, elle se réjouit d'y avoir participé. *« Il m'a permis d'entamer une réflexion sur ma façon de parler »,* ajoute-t-elle. En troisième année du baccalauréat en enseignement du français langue seconde, elle affirme que les leçons qu'elle tire de ce concours lui permettront de peaufiner sa méthode d'apprentissage du français.

> *« La forme joue sur l'appréciation du fond. »*
>
> Vincent Denault
> Codirecteur du Centre d'études en sciences de la communication non verbale du Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale

Le codirecteur du Centre d'études en sciences de la communication non verbale du Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale, Vincent Denault, explique que la communication non verbale inclut les expressions faciales, la gestuelle, mais aussi la ponctualité d'un orateur, sa façon de se vêtir, de se tenir plus ou moins à distance de son auditoire. *« C'est la communication effectuée par tous les moyens à l'exception des mots »*, définit-il. Pour être crédible et écouté, un orateur doit réfléchir à l'image qu'il projette à son auditoire. Une part de la communication non verbale est inconsciente, explique-t-il, mais une autre peut être pensée et travaillée.

Noémie Lefebvre, lors de la grande finale du concours d'éloquence de l'UdeM « Délie ta langue ! » le 20 mars dernier

Photo : Courtoisie Bureau de valorisation de la langue française et de la Francophonie

Une question de crédibilité…

Prononcer un discours face à un auditoire et être crédible n'est pas chose aisée et cela demande de réfléchir aux mots et à la manière de les dire, insiste Noémie. *« Je savais quelle émotion je voulais faire ressentir à tel ou tel moment du discours,* se confie la lauréate. *Quand on est capable d'interpréter le message qu'on souhaite transmettre, ça renforce encore plus l'image qu'on veut exprimer. »* Elle ajoute que cela permet une meilleure compréhension, par le public, du message que l'on désire véhiculer.

M. Denault clarifie cette idée et explique que la communication non verbale permet d'asseoir la crédibilité des propos d'une personne. Il faut donner l'impression à son auditoire que les propos exprimés sont véridiques. *« Si un locuteur hésite ou a des moments de silence, on peut remettre en question sa crédibilité,* développe le codirecteur. *Une personne qui hésite, on pourrait avoir l'impression qu'elle n'est pas honnête, parce qu'on a un a priori qui veut que la spontanéité soit synonyme de véracité. »*

Dans chaque interaction sociale, il est nécessaire de justifier le fait qu'on nous écoute attentivement. *« La forme joue sur l'appréciation du fond »*, conclut-il.

… et d'adaptation

Penser un discours, c'est penser aux mots, à la façon de les prononcer, mais aussi au public auquel on s'adresse. *« Si on veut faire ressentir des émotions à un public, mais qu'il n'adhère pas à notre façon de présenter nos propos, l'objectif ne sera pas atteint complètement »,* déclare Noémie.

M. Denault poursuit cette idée et met en lumière la nécessaire faculté d'adaptation d'un bon orateur. *« La communication non verbale, c'est une question de contexte. »,* observe-t-il. Il précise qu'aucun élément de communication non verbale ne saurait être interprété de la même manière en tout lieu, en tout temps, et en toute situation de communication. *« Pour être persuasif avec ton enfant, tu ne vas pas lui parler de la même façon qu'avec ton employeur, ton employé ou un juge, car le contexte est différent,* illustre-t-il. *Il m'apparaît un peu hasardeux de chercher des principes universels adéquats en toute situation. »*

La communication non verbale est une composante essentielle de la prise de parole ; sans elle, les propos d'un orateur perdent de leur sens, indique M. Denault. Sans que la forme l'emporte sur le fond, il est important d'apprendre aux gens à utiliser toutes les formes de communication possibles pour que leurs propos soient compris au mieux.

LE POIDS DES JEUNES

Le 21 octobre, plus de sept millions de jeunes pourront voter aux élections fédérales. Malgré l'importance du poids électoral des 18-34 ans, la place de leurs revendications dans les médias est faible et les réponses des partis se composent de promesses traditionnelles.

PAR MARINE GACHET

« Les préoccupations des jeunes sont complètement absentes de la campagne actuelle », déplore la directrice des politiques d'Oxfam-Québec, Anne Duhamel. Elle ajoute que s'il y a eu une légère augmentation de l'attention portée aux revendications des jeunes avec la marche pour le climat du 27 septembre, la concentration sur les milléniaux dans la campagne reste très faible.

C'est le constat de l'organisme, après avoir engagé l'agence de relations publiques Mesure Média pour étudier la couverture médiatique des thématiques propres aux jeunes [voir encadré]. Le document publié indique que les enjeux liés à l'environnement et aux changements climatiques ont obtenu une part de visibilité de 31,4 %, mais celles des autres enjeux s'écroule drastiquement. Le thème « Égalité et inclusion » se retrouve en deuxième position, avec seulement 1,6 % de visibilité dans les médias.

Les milléniaux représentent actuellement une partie importante des électeurs au Canada. Selon les calculs de l'Institut du Nouveau Monde (INM), basés sur les chiffres d'Élections Canada, ils forment 26,5 % de l'électorat du pays.

Photo : Courtoisie Oxfam Québec

Le 19 septembre dernier s'est tenu le panel « Au-delà du vote – le pouvoir des jeunes », où des jeunes engagés ont dialogué avec des décideurs politiques et économiques.

ANALYSE DE **MESURE MÉDIA**

La firme a traité 50 549 retombées médiatiques portant sur les élections fédérales en cours, de différentes sources de presse écrite (journaux, web et tablettes) et électronique (radio et télévision) du Québec ainsi que le *Globe & Mail* et le *National Post*.

Le poids médiatique moyen de ces cinq enjeux sur la période allant du 6 septembre au 3 octobre est le suivant :

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES
31,4 %

ÉGALITÉ DES SEXES ET INCLUSION
1,6 %

PAIX ET SÉCURITÉ
0,4 %

JUSTICE ÉCONOMIQUE
0,3 %

PARTICIPATION CITOYENNE ACTIVE ET INCLUSION DES JEUNES DANS LES PROCESSUS DÉCISIONNELS
0,2 %

Instaurer un dialogue entre jeunes et politiciens

Le 19 septembre, Oxfam-Québec et la Maison du développement durable ont organisé une rencontre entre des jeunes engagés et des représentants des différents partis aux élections fédérales. *« Nous étions quatre jeunes engagés pour échanger avec des candidats aux élections fédérales, dans le but d'améliorer la participation des jeunes en politique »,* raconte un ancien étudiant en science politique de l'UQAM, William Grenier-Chalifoux, panéliste lors de cette rencontre. *« Tous les candidats étaient pour une plus grande participation des jeunes en politique,* commente-t-il. *Ils sont conscients que cette année, les milléniaux vont être l'électorat premier. »*

William explique voir des stratégies visant directement les jeunes. *« D'après Radio-Canada[1], si on regarde les dépenses électorales depuis le mois de juin, les libéraux ont dépensé 583 297 dollars en publicités Facebook et les conservateurs 279 532 dollars, ciblant à mon avis particulièrement les jeunes, car Facebook est une plateforme où on les retrouve beaucoup »*, développe-t-il. Il ajoute que les libéraux ont annoncé dès le deuxième jour de campagne vouloir favoriser l'accès à la propriété chez les jeunes. *« Comme le poids électoral des jeunes est important, les politiciens vont y prêter attention,* prédit-il. *C'est à leur avantage de les intéresser et de les inciter à sortir voter. »*

Plusieurs organisations tentent de mobiliser les jeunes politiquement, afin d'ouvrir un dialogue entre cet électorat et les candidats et de les faire participer à la vie politique. L'INM a ainsi lancé une campagne appelée #JeSuis7Millions, afin que les jeunes puissent poser leurs questions aux différents partis politiques. *« Après que les jeunes nous aient adressé des questions sur les réseaux sociaux cet été, nous leur avons demandé de nous les envoyer via un formulaire,* explique le chargé de communication de l'INM, Mathieu Arsenault. *L'INM a sélectionné cent questions et les a soumises aux différents partis politiques ».*

Des politiciens informés

Mme Duhamel regrette que les réponses qui se retrouvent dans les différents programmes soient assez traditionnelles. *« Si on regarde maintenant les plateformes, ce sont souvent des enjeux typiques qui reviennent : appui aux études, accès à la propriété pour les jeunes »,* indique-t-elle. La directrice spécifie que ces problématiques restent isolées, alors que les jeunes préfèreraient une approche plus large et plus inclusive.

Elle rappelle pourtant que, dans l'optique d'impliquer les milléniaux dans l'élection fédérale de 2019, Oxfam-Québec a organisé en juin une consultation auprès de ceux-ci afin de déterminer leurs revendications politiques.

Onze recommandations ont ensuite été déposées au Parlement d'Ottawa à la fin juin. *« Les politiciens présents nous ont dit qu'ils allaient relayer le message à leur parti »,* se souvient Mme Duhamel. Elle déclare que les politiciens sont donc au fait des questions qui préoccupent les jeunes et des contextes auxquels les jeunes sont confrontés.

1. ICI Radio Canada : Voici comment les partis vous parlent d'environnement sur Facebook — publié le 19 septembre 2019

〉 PARTICIPATION ÉLECTORALE DES JEUNES EN HAUSSE

Selon une étude publiée en 2018 par l'INM, la participation électorale des jeunes a augmenté depuis les élections de 2015. Celle des 18 à 24 ans a bondi de 18 points en 2015 (57 %) par rapport au taux de 2011 (39 %). De même, la participation des jeunes de 25 à 34 ans en 2015 s'est élevée à 54 % comparativement à 2011, où elle était de 45 %.

Étude : Participation électorale des millénariaux – Problématique, constats, leviers. Mars 2018

RENCONTRE AVEC LES CANDIDATS

Dans le cadre des élections fédérales du 21 octobre 2019, la FAÉCUM a rencontré personnellement des candidats afin de leur présenter les sept revendications adoptées par l'UdeM en avril dernier. La plus importante pour les étudiants est d'obtenir une meilleure représentation au sein des instances dirigeantes.

PAR EMMA GUERRERO DUFOUR

La FAÉCUM a donné son appui à l'initiative #ÉlèvetonCanada de l'Union étudiante du Québec (UEQ), qui a publié ses sept revendications à l'intention du futur gouvernement fédéral. *« On est une vingtaine d'associations étudiantes à unir nos voix pour porter des revendications communes et ainsi avoir plus de poids »*, explique la secrétaire générale de la Fédération, Sandrine Desforges.

« Le but de la campagne est de revendiquer des demandes étudiantes auprès des partis politiques et de s'assurer de leur présence dans l'actualité », explique Sandrine. Elle souligne l'importance de la diffusion de ces revendications, notamment sur les médias sociaux, pour informer la communauté étudiante.

Quatre bureaux de scrutin ont été installés sur le campus de l'UdeM pour permettre à la communauté étudiante de voter, quelle que soit leur circonscription.

Photo : Jacob Côté

En tête-à-tête avec les candidats

Trois membres de la FAÉCUM, dont Sandrine, ont rencontré des députés et candidats de la circonscription d'Outremont et d'ailleurs au Québec pour leur parler des revendications étudiantes. *« Plusieurs partis ont été réceptifs à nos demandes*, affirme la secrétaire générale. *On a rencontré le Bloc, le NPD, les libéraux et le Parti vert. »* Le Parti conservateur et le Parti populaire du Canada ont été conviés par les membres de la FAÉCUM, mais ils n'ont pas encore répondu.

« La Fédération a envoyé un questionnaire qui regroupe chacune de nos revendications et dans lequel les partis sont appelés à cocher s'ils s'engagent, s'ils ne s'engagent pas ou s'ils le font partiellement, et à donner des commentaires », explique Sandrine Desforges. Une fois les réponses obtenues, la FAÉCUM espère pouvoir publier un tableau récapitulatif qui sera disponible pour la communauté étudiante avant la fin de la campagne.

Pour une meilleure représentativité étudiante

D'après l'UEQ, obtenir une représentation étudiante au sein des instances dirigeantes est essentiel afin que la communauté étudiante obtienne sa juste part du financement. *« En général, il y a une bonne réceptivité par rapport à la demande d'instaurer un siège étudiant dans les conseils d'administration des organismes subventionnaires fédéraux (OSF) »*, affirme Sandrine. Cette demande a pour but de donner plus de chance aux projets de recherche des étudiants de cycles supérieurs d'être financés par le gouvernement fédéral. De plus, le fait d'instaurer un siège étudiant ne demanderait presque rien au niveau financier pour le gouvernement, selon la secrétaire générale. *« Ce qui est vendeur, c'est que ce n'est pas une demande qui est onéreuse »*, précise-t-elle. L'Association des étudiants de communication et politique (AECEP) s'est également positionnée en faveur de cette proposition.

L'Association des étudiants en philosophie de l'UdeM (ADÉPUM) avait appuyé cette demande lors du dernier congrès de la FAÉCUM. *« Le gouvernement fédéral de Stephen Harper avait fait d'importantes coupes dans la recherche universitaire »*, raconte le coordonnateur aux affaires externes de l'association, Grégoire René. Lors du dernier budget fédéral, le gouvernement Trudeau avait réinvesti une partie des sommes, mais pas l'entièreté. *« Retrouver les sommes coupées est une revendication importante de la communauté étudiante »*, affirme Grégoire.

Le poids de la jeunesse

« Les jeunes ont un poids immense dans l'électorat et malheureusement, il n'y a que la moitié d'entre eux, à peu près, qui vont voter, déplore Sandrine. *Pour donner un poids aux revendications qu'on présente aux partis, on doit prouver que la communauté étudiante est engagée et qu'elle va voter. »* Le comité exécutif de l'AECEP se mobilise également pour encourager ses membres à voter aux prochaines élections fédérales.

〉 PRINCIPALES **REVENDICATIONS** DE L'UEQ

- La demande que le gouvernement fédéral exclut le personnel des établissements universitaires de l'article 91 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés.*
- Un investissement de 29,4 millions de dollars supplémentaires dans les programmes de bourses étudiantes.
- La mise en place d'un Bureau de la transition environnementale qui aurait la responsabilité de coordonner l'ensemble des politiques pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.
- Une place pour la communauté étudiante au sein des conseils d'administration des trois organismes subventionnaires fédéraux (OSF).

〉 FACILITER LE **VOTE**

La FAÉCUM participe également à la campagne #sortonsvoter lancée par l'Alliance canadienne des associations étudiantes (ACAE), à laquelle participent 36 associations étudiantes de partout au Canada. Le but est d'encourager la population étudiante à exercer son droit de vote. *« Ce qui est intéressant avec #sortonsvoter, c'est que les étudiants et étudiantes peuvent s'inscrire avec leur adresse courriel et s'engager à voter »*, explique Sandrine Desforges. De ce fait, les participants recevront des notifications pour leur rappeler de voter et là où ils peuvent le faire sur le campus. L'AECEP partage également la campagne #sortonsvoter en portant des macarons ou en affichant des pancartes à l'effigie de la campagne, selon la présidente de l'association, Laura Zárate-Gagné.

Quatre bureaux de scrutin ont été installés sur le campus de l'UdeM, du 5 au 9 octobre dernier, pour permettre à la communauté étudiante de voter, quelle que soit leur circonscription. Il s'agit d'une initiative mise en place par Élections Canada depuis quatre ans.

L'ALIMENTATION S'INVITE À LA TABLE DES DÉBATS

La deuxième édition de la campagne nationale « Je mange, donc je vote », lancée par le Réseau pour une alimentation durable (RAD), veut faire de l'alimentation et de l'insécurité alimentaire étudiante des enjeux électoraux. Si cette dernière empêche de nombreux étudiants de bien se nourrir, d'autres facteurs tels que le manque de compétences culinaires entrent également en jeu.

PAR CORALIE BEAUMONT

Lancée au début du mois d'août, la campagne « Je mange, donc je vote » a pour but d'interpeller les partis politiques sur l'importance d'une alimentation saine et durable pour tous. « *L'objectif principal général, c'est vraiment de rassembler les citoyens et les citoyennes avec les candidats et candidates de leur circonscription pour parler ensemble, autour d'une table, d'enjeux alimentaires qui les touchent »,* explique l'organisatrice de la campagne du RAD, Danie Martin. La campagne espère ainsi sensibiliser les candidats, qui seront peut-être les prochains élus, aux enjeux alimentaires qui touchent la population.

Partout au Canada, les citoyens peuvent participer ou organiser un évènement non partisan « Je mange, donc je vote », auquel sont conviés les candidats. « *Les étudiants sont vraiment un groupe qu'on essaie d'aller chercher, parce que c'est très peu connu que les étudiants à l'université vivent de l'insécurité alimentaire »,* reconnaît Mme Martin. À ce jour, il n'y a pas d'évènements en lien avec la campagne prévus au sein de l'UdeM.

Photos : Jacob Côté

En trois ans, la fréquentation de la banque alimentaire de l'UdeM a triplé.

L'insécurité alimentaire chez les étudiants

Une étude réalisée en 2016 par l'organisme Meal Exchange indique que l'insécurité alimentaire sévit au sein de la communauté étudiante. Selon le rapport, ce sont deux étudiants sur cinq qui ont peur de ne pas pouvoir manger à leur faim.

Une autre étude menée en 2018 par la professeure au Département de nutrition de l'UdeM Marie Marquis relève que plus de 10 % des étudiants de l'UdeM souffrent d'insécurité alimentaire.

« Tous les étudiants ne sont pas dans un état de détresse à l'égard de leur capacité à se nourrir, tempère-t-elle. *Mais c'est particulièrement inquiétant de voir l'achalandage en ce moment à la Banque alimentaire, surtout quand on sait que des vérifications sont faites avant d'y être admis. »*

Selon elle, le manque de ressources financières est un facteur à l'origine de l'insécurité alimentaire, mais il n'est pas le seul. Les étudiants démontrent en effet un manque de connaissances pour faire des choix qui sont durables et sains, ainsi qu'un manque de compétences culinaires de base.

Le coprésident de la Banque alimentaire de l'UdeM, Alexandre Estebe, déclare qu'il est compliqué pour un étudiant à moyen ou faible revenu de consommer de manière durable, économique et écologique. *« Les produits écologiques et bios sont beaucoup plus chers, et si on veut par exemple acheter végane ou végétarien, ça le devient encore plus »,* ajoute-t-il.

Mme Marquis ne partage pas exactement cet avis. *« Avec un minimum de ressources, on est capable de faire des choix intéressants,* argumente-t-elle. *On est capable d'avoir une alimentation qui est durable, écoresponsable, et savoureuse. »*

Quelles solutions ?

Le comité des jeunes du RAD invite le gouvernement fédéral à réinvestir dans l'aide pour les jeunes, en augmentant le financement de l'enseignement postsecondaire ou en subventionnant des aliments sains pour cette population dans la politique alimentaire fédérale.

M. Estebe pointe, quant à lui, le gaspillage alimentaire. *« S'il y avait des lois pour récupérer les denrées qui ne sont plus vendables, cela pourrait aider des gens »,* développe-t-il.

Mme Martin explique que si une campagne comme « Je mange, donc je vote » peut servir de tribune pour les étudiants, les retombées d'un tel évènement est seulement mesuré après les élections. Elle ajoute qu'il faudra encore voir si les candidats sensibilisés par la campagne vont être élus et s'ils en feront un enjeu politique.

POUR UNE PUBLICITÉ ÉTHIQUE

Le fondateur de GLO, Jonathan Nicolas, propose des formations aux étudiants de HEC Montréal depuis cet automne pour aborder les enjeux d'éthique, de transparence et d'intégrité en marketing. Selon lui, ces notions sont manquantes dans les programmes universitaires.

PAR LAMBERT GAGNÉ-COULOMBE

Depuis le 23 septembre, l'entreprise spécialisée en stratégie numérique et en publicité GLO parcourt les universités du Québec avec son programme Nouvelle Garde. Mis en place en partenariat avec l'Association des étudiants en communication de l'UdeM (AÉCUM), il propose des formations gratuites aux étudiants de HEC Montréal. Le but est de les sensibiliser aux enjeux éthiques, un élément qui manque dans le programme du Département de marketing, selon le fondateur de l'entreprise, Jonathan Nicolas.

Au moment de l'obtention de son baccalauréat en administration des affaires à HEC en 2012, M. Nicolas n'avait toujours pas vu la création d'un cours obligatoire portant sur les questions éthiques de l'industrie. *« Je trouve ça assez frappant, compte tenu de tous les scandales qui concernent le milieu des affaires, de dire que l'éthique, c'est optionnel, alors que ça ne l'est pas »*, affirme-t-il. Il faudra attendre l'automne 2020 pour que le cours éthique, gouvernance et droit des affaires soit inclus au programme. Là encore, le père de GLO s'avère pessimiste. *« Les questions comme " À qui appartient la propriété des données* [des consommateurs] *? ", dans un cours d'éthique générale, ce ne sera jamais abordé »*, déplore-t-il.

Jonathan Nicolas, diplômé du baccalauréat en administration des affaires à HEC en 2012, est le fondateur de GLO.

Photo : Jacob Côté

Éthique et intégrité en marketing, des enjeux tabous

Des étudiants du professeur adjoint du Département de marketing de HEC Montréal, Bruno Lussier, soulèvent la nécessité de dénoncer les problèmes éthiques du marketing. Jonathan Nicolas nomme quelques exemples de stratégies non éthiques au sein du fonctionnement des agences comme la charge de travail donné aux nouvelles recrues, les problèmes de discrimination et le manque de diversité homme/femme, mais aussi sur le plan culturel et ethnique. *« Les messages publicitaires manquent aussi parfois de représentativité et de diversité culturelle »*, explique le fondateur.

Pour remédier à cette lacune dans l'enseignement, M. Nicolas propose des ateliers pratiques aux étudiants de HEC. Lors de ces formations, GLO se concentre sur la relation entre l'agence et les annonceurs. L'entreprise propose de travailler sur quatre grands piliers : la transparence, la collaboration, l'expertise et l'intégrité. L'objectif est de vulgariser l'information, d'impliquer les clients dans la production avec les agences et de mettre les clients en lien avec des experts du domaine. Selon M. Nicolas, parler de ces différents enjeux en marketing demeure tabou pour les acteurs de l'industrie.

Si l'opération première de GLO est d'accompagner ses clients dans leurs campagnes de marketing sur plate-forme numérique, les ateliers de Nouvelle Garde sont la continuité de ce projet. *« Si l'on veut être des acteurs de changements dans notre industrie, il ne faut pas juste que ça passe par nos clients*, explique M. Nicolas. *On a donc décidé de passer par la relève pour former les étudiants et les sensibiliser à ces défis. »*

Quand la fatigue se manifeste

Pour le professeur Bruno Lussier, le résultat d'un sondage mené auprès de ses élèves de troisième cycle est d'autant plus inquiétant. Lors de sa dernière réalisation, un tiers des répondants a avoué être assez ou très épuisé, ce qui pourrait, d'après lui, avoir un lien avec les futurs comportements éthiques au sein d'une entreprise. Selon l'une de ses études*, au sein des entreprises, ce sont généralement les employés très épuisés et anxieux qui font part du plus haut taux de comportements non éthiques à l'interne. Il semble donc important pour M. Lussier d'aborder les sujets de l'éthique au sein des cours à l'université.

Le professeur discerne une panoplie d'agissements non éthiques, dont ceux de fausser des informations, de mentir aux employeurs ou aux clients et de ne pas respecter le code d'éthique de l'entreprise. Il note que souvent, les gestionnaires haut placés dans la hiérarchie organisationnelle ferment les yeux quant aux comportements non éthiques, favorisant une performance de production. L'étude couvre un grand ensemble d'industries, une méthodologie qui lui permet de conclure que le comportement éthique est hautement assujetti, entre autres, au niveau de l'anxiété et de l'épuisement chez les employés.

« Je crois que la jeunesse d'aujourd'hui a le pouvoir de changer les choses, mais d'ici là, il faut avoir des outils », conclut M. Lussier. Les étudiants du Département de marketing de HEC Montréal pourront tenter de se procurer ces outils aux prochains ateliers de Nouvelle Garde à Montréal les 4 et 15 novembre prochain, à l'Espace Infopresse.

* Lussier, B., Hartmann, N. N., & Bolander, W. (2019). Curbing the Undesirable Effects of Emotional Exhaustion on Ethical Behaviors and Performance : A Salesperson-Manager Dyadic Approach. *Journal of Business Ethics*, 1-20.

SOCIÉTÉ | **PUBLICITÉ**

COMMUNIQUER POUR AIDER

Chargé de cours au certificat de publicité à la Faculté de l'éducation permanente (FEP) depuis 35 ans, Richard Leclerc met son savoir-faire au profit d'organismes communautaires et humanitaires. Chaque année, il offre à ses étudiants l'occasion de développer leur créativité en travaillant pour une note, mais aussi pour une cause.

PAR RENAUD PROULX

Richard Leclerc explique qu'à chaque début de session, un organisme à but non lucratif (OBNL) vient rencontrer les étudiants du cours Stratégies de création. L'OBNL les informe sur leurs attentes concernant le plan de communication qui devra leur être présenté dans le cadre du cours. Environ une douzaine de groupes sont formés et chacun a la tâche de convaincre l'OBNL, en lui présentant un plan en fin de session.

Pour M. Leclerc, cette façon de faire vient pallier un manque de cours pratique tout en sensibilisant les communicateurs de demain à des enjeux sociaux et humanitaires. *« On apprend comment faire un plan de communication qui sera pertinent, peu importe le client,* précise le chargé de cours*. Mais en même temps, on sensibilise, on démontre que par la communication, on peut aussi aider des organisations qui en ont grandement besoin. »*

Pousser vers le bénévolat

À la session d'automne 2018, c'est Amnistie internationale qui s'est prêtée au jeu. Selon l'ancienne étudiante au certificat de publicité de l'UdeM Camille Godin, qui fait partie des quatre élèves qui ont travaillé sur la campagne « Faut le croire pour le voir »,

la commande initiale était de produire une affiche afin de mettre fin aux préjugés dont sont victimes les peuples autochtones. *« On a fini par déborder largement du cadre du cours*, concède-t-elle. *On a voulu mettre de l'avant la fierté autochtone, en mettant l'accent sur la réalité de leur vie quotidienne de cuisinier, de docteur ou encore d'artiste. »*

Les étudiants ont mis à profit leurs compétences en vidéo, en conception-rédaction et en relations publiques, et ont créé bénévolement une campagne complète incluant un site Web, une vidéo et un lancement public. Camille se dit fière d'avoir participé à un tel projet. *« En allant plus loin que ce qui nous était demandé, ça nous a permis de complètement exploser au niveau créativité,* affirme-t-elle. *On croyait fondamentalement à la cause, ce qui nous a motivés à continuer à travailler sur la campagne malgré un horaire chargé, et ce, plusieurs mois après la fin du cours. »*

> *« On démontre que par la communication, on peut aussi aider des organisations qui en ont grandement besoin. »*
>
> Richard Leclerc
> Chargé de cours au certificat de publicité à la Faculté de l'éducation permanente

Remédier au sous-financement

La présidente de l'Association des personnes handicapées physiques de Brome-Missisquoi, Frances Champigny, a mis en œuvre les propositions étudiantes à deux reprises, en 2008 et en 2018. *« On est très satisfaits du travail des étudiants,* souligne-t-elle. *Ça nous permet d'obtenir des campagnes actuelles tout en composant avec un budget plus que limité. »*

Selon Richard Leclerc, la plupart des OBNL invités adoptent les plans de communication des étudiants, ce qui leur permet de se concentrer sur leur mission première : aider les gens.

TUTEURS INTELLIGENTS

L'entreprise émergente montréalaise Korbit Technologies a développé un premier cours universitaire en ligne donné intégralement par une intelligence artificielle (IA). Cette technologie offre un accompagnement personnalisé qui s'adapte aux besoins des étudiants. L'UdeM se dit ouverte à la possibilité d'utiliser l'IA pour complémenter les méthodes d'enseignement traditionnelles.

PAR ROMAN MASSION

Le directeur général de l'entreprise Korbit Technologies, Iulian Serban, développe des tuteurs intelligents capables d'enseigner. Il assure que l'IA révolutionnera bientôt l'enseignement universitaire, comme l'a fait l'ordinateur. *« Cette technologie offre un accompagnement personnalisé à chaque élève, une chose souvent rendue impossible pour les professeurs à cause de la grande taille des classes »*, détaille-t-il.

Elle permet également de soulager les professeurs d'une surcharge de travail, en laissant à l'IA les tâches répétitives ou élémentaires, comme les corrections d'exercices. *« Les professeurs pourront ainsi se consacrer au côté pédagogique, qui est l'essence de leur métier, et s'attarder sur les concepts plus complexes »,* poursuit M. Serban.

Le développement de la jeune pousse

Korbit Technologies propose un premier cours en ligne de machine learning (apprentissage automatique), qui s'appuie sur cette technologie. La responsable de la communication de l'entreprise, Ansona Ching, précise que depuis son lancement en mai dernier, le cours compte déjà plus de 2 500 élèves inscrits, dont une trentaine ont complété la formation.

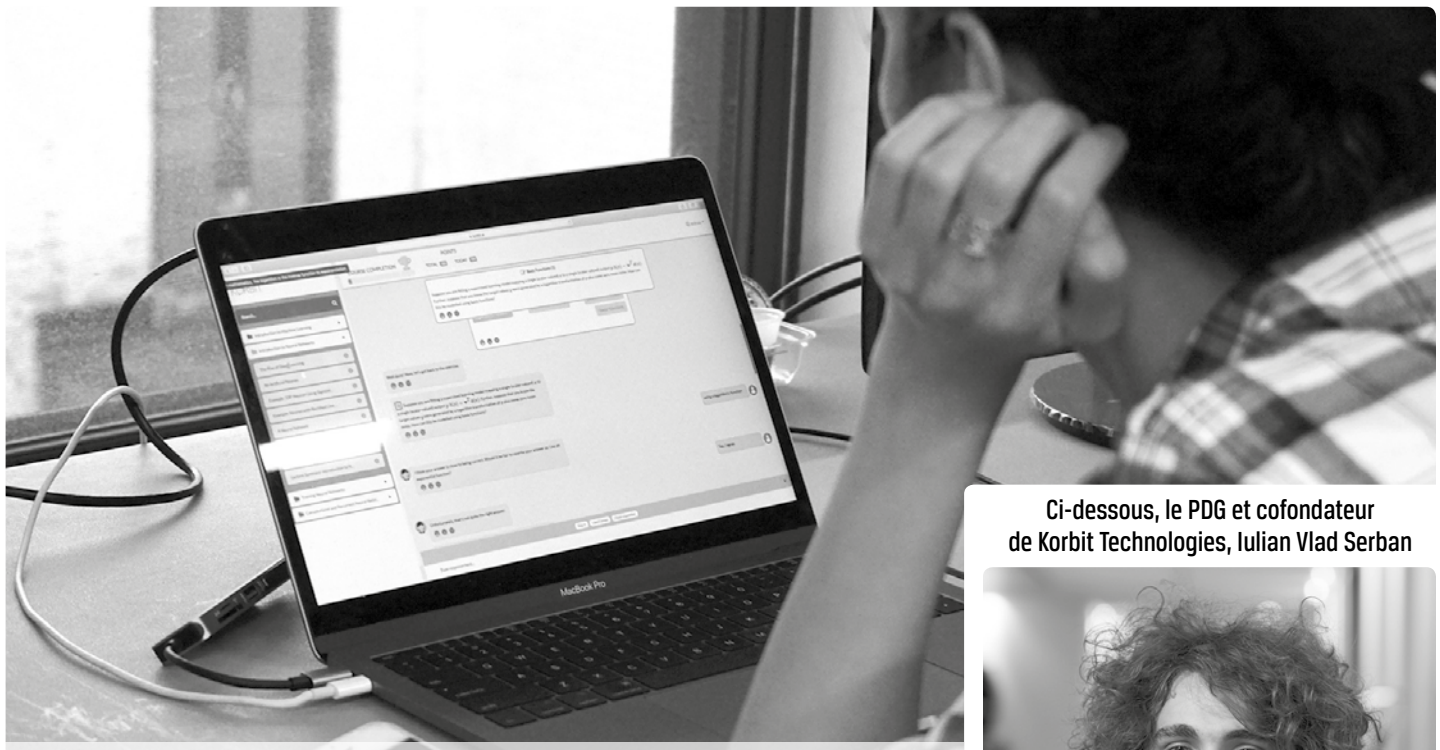
Une demi-douzaine de nouveaux cours seront proposés dès l'année prochaine, notamment en science des données appliquée à la finance, à la santé ou à l'entrepreneuriat. D'après M. Serban, ceux-ci seront payants, mais coûteront moins de 30 dollars par mois.

En parallèle, l'entreprise établit des contacts avec des entreprises et universités, dont l'UdeM, HEC Montréal et McGill, en vue de futurs partenariats. Des *flip classrooms*, modèles d'enseignement où la matière est apprise à la maison avec un tuteur intelligent, pour être ensuite discutée en petits séminaires, sont également en cours de test.

Des obstacles dans l'implémentation

Cependant, les tuteurs intelligents présentent aussi leurs inconvénients. *« Le premier obstacle, c'est leur coût »,* affirme la vice-rectrice aux affaires étudiantes et aux études de l'UdeM, Louise Béliveau.

M. Serban, de son côté, relativise le coût. *« L'intégration de l'IA n'augmentera le coût des études que de manière très marginale, d'autant plus si l'on considère les bénéfices engendrés en termes de qualité d'éducation »,* avance le chef d'entreprise. Il ajoute qu'une piste de réflexion serait de demander le financement de cette technologie au gouvernement fédérale, pour toutes les universités.



Photos : Courtoisie Korbit Technologies

Début octobre, Korbit Technologies a annoncé avoir levé environ 2,6 millions de dollars canadiens. Le principal investisseur est Khosla Ventures, une société fondée par le milliardaire et philanthrope Vinod Khosla.

Ci-dessous, le PDG et cofondateur de Korbit Technologies, Iulian Vlad Serban

Mme Béliveau annonce qu'il pourrait y avoir des réticences du côté des professeurs. *« Ces technologies requièrent une adaptation de la part des enseignants, qui doivent apprendre à les utiliser efficacement,* développe-t-elle. *De plus, certains pourraient craindre pour leur emploi.* »

Pour le professeur de science des données à HEC Laurent Charlin, également conseiller de Korbit, il n'est pas question de substituer l'homme à la machine. *« Il faut plutôt envisager l'IA à l'université comme une opportunité de tirer le meilleur des deux mondes »,* propose-t-il.

Le professeur, une figure (toujours) indispensable

Deux étudiants en deuxième année de maîtrise en génie informatique et génie logiciels à Polytechnique, Téo Marcin et Rémy Dumas, estiment qu'une IA ne pourra jamais substituer totalement un professeur. *« Pour sa créativité, sa passion et la figure d'autorité qu'il incarne, un professeur reste indispensable à la transmission du savoir*, justifient-ils. *C'est pour recevoir l'enseignement de professeurs que nous allons à l'université. »*

L'élève en troisième année de baccalauréat en communication et politique Laura Zárate-Gagné souligne que les discussions avec le professeur et entre pairs, qui dépassent le cadre strict du cours, font aussi partie intégrante de la formation et du développement intellectuel et social de chacun. Néanmoins, tous s'accordent sur le potentiel certain de l'IA pour faciliter les apprentissages.

L'UdeM reste ouverte

Mme Béliveau affirme que l'Université est « ouverte » à l'IA et continuera son rôle de pionnière dans la conception et l'utilisation des nouvelles technologies. *« Nous avons inauguré deux simulateurs de réalité virtuelle l'année dernière dans les facultés de sciences infirmières et d'optométrie. »*, rappelle la vice-rectrice.

Pour M. Charlin, l'IA a le potentiel de contribuer immédiatement à l'amélioration de l'enseignement. *« L'enjeu, maintenant, c'est de mettre en relation les informaticiens et les ingénieurs qui conçoivent les logiciels avec des spécialistes de tous les domaines d'enseignement »*, précise-t-il. L'objectif de la manœuvre serait de concevoir des aides à l'apprentissage qui répondent efficacement aux besoins spécifiques de chaque domaine.

〉 **KORBI**, COMMENT ÇA MARCHE ?

Korbi est le nom donné au tuteur intelligent développé par Korbit Technologies. Par un jeu de questions-réponses avec l'étudiant, Korbi identifie les concepts intégrés et ceux qui sont manquants. Il est ainsi capable de créer un profil d'étude unique pour chaque étudiant. Sur la base de ce profil, Korbi choisit dans un panel de 12 réponses possibles la méthode la plus appropriée pour aider l'étudiant à assimiler les connaissances. Selon M. Serban, plus l'étudiant travaille avec l'IA, plus celle-ci accumule des données et est à même de proposer une aide sur mesure.

L'ART QUI RÉSISTE AU PASSAGE DU TEMPS

Bien que des réalisateurs européens aient raflé cinq des six prix de la onzième édition du Festival Stop Motion Montréal (FSMM), une diplômée de Concordia a remporté un prix spécial. Son film s'est démarqué par son aspect *vintage* et sa trame sonore.

PAR CRISTIAN MIRONESCU

Une des nombreuses images fixes constituant le film d'animation « Disco Still Sucks ».

Photo : Courtoisie Alexanne Desrosiers

« Disco Still Sucks *est une histoire qui montre un récit initiatique d'adolescents »*, explique la gagnante du prix spécial École NAD du FSMM, Alexanne Desrosiers. Pour la diplômée de l'Université Concordia, le fait que la technique du *stop motion* soit encore utilisée comme moyen de raconter une histoire témoigne que cette forme d'art est là pour durer.

Aussi appelée animation en volume ou animation image par image, cette technique consiste à bouger ou à transformer des objets d'une scène entre chaque prise de vue statique. Les images qui en résultent sont ensuite enchaînées pour créer l'illusion de mouvement.

Les appareils numériques, les logiciels de capture d'images et autres avancées technologiques relativement récentes ont cependant facilité le processus créatif, comme le constate l'animateur du studio d'animation Laika et membre du jury du festival, Philippe Tardif. *« Les avancées numériques ont beaucoup facilité la production d'animation en stop motion,* affirme-t-il. *Mais je pense que n'importe quel médium est bon pour raconter une histoire. »*

> « *Mon ami a pris un taxi avec une femme plus âgée que lui. Après avoir entendu une vieille chanson à la radio, cette dame a déclaré* "disco still sucks". »
>
> Alexanne Desrosiers
> Rélisatrice de *Disco Still Sucks*

Selon les constatations d'Alexanne, les critères du jury étaient de savoir quels artistes étaient plus capables de raconter une histoire par le *stop motion*, de rendre le meilleur hommage à la technique et de susciter des émotions chez les spectateurs. C'est sur ce dernier point que la jeune artiste est la plus convaincue d'avoir réussi. « *Je voulais faire un film qui ferait ressortir des sentiments,* développe-t-elle. *Un film qui ferait réfléchir, même quelques heures ou quelques jours après l'avoir regardé. »* Le prix spécial École NAD n'est cependant pas décerné par le jury, mais par les organisateurs du festival.

Capturer une époque

Selon Alexanne, son défi a été de bien capturer l'atmosphère des années 1970. Elle dit s'être renseignée en profondeur quant à l'exactitude historique de l'époque, bien qu'elle avoue avoir pris quelques libertés artistiques. « *J'ai introduit quelques anachronismes dans le film, comme le fait d'utiliser des meubles plus contemporains,* dit-elle. *Mais j'ai poussé au maximum au niveau imaginaire pour réussir à bien représenter une époque avec ses décors distinctifs, et par des références à la culture pop. »*

Ce sentiment est partagé par M. Tardif. *« Je suis né en 1980, donc c'est dur pour moi d'évaluer la représentation des années 1970,* remarque-t-il en plaisantant. *Mais j'ai apprécié le ressenti* vintage *de* Disco Still Sucks *et sa trame sonore. »*

Alexanne soutient que l'idée du titre lui est venue grâce à une anecdote cocasse qu'une connaissance lui a relatée il y a quelques années. *« Mon ami a pris un taxi avec une femme plus âgée que lui,* raconte-t-elle. *Après avoir entendu une vieille chanson à la radio, cette dame a déclaré* "disco still sucks". »

L'animatrice précise qu'elle a soumis son film à l'appréciation d'autres festivals. Elle espère ainsi le faire diffuser davantage.

LES INSTRUMENTS DE L'INÉGALITÉ

Si l'importance d'avoir un instrument de qualité est bien reconnue au sein du milieu musical professionnel, ce facteur influence également l'apprentissage et le parcours des étudiants en musique. Le chef d'orchestre de l'Orchestre de l'UdeM (OUM) ainsi que deux étudiants nous éclairent sur ces enjeux.

PAR ARNOLD GERSTER

Photo : Jacob Côté

La qualité sonore des instruments à cordes comme les contrebasses est moins étroitement liée à l'étiquette de prix que pour d'autres instruments tels que les pianos, selon le chef d'orchestre Jean-François Rivest.

En ce qui concerne l'influence de l'instrument sur la réussite des aspirants-musiciens, il n'existe pas de formule toute faite, selon le professeur à la Faculté de musique de l'UdeM et chef d'orchestre de l'OUM, Jean-François Rivest. *« C'est un fait que les jeunes musiciens n'ont pas vraiment d'argent pour se payer de très bons instruments,* résume-t-il. *Mais si quelqu'un a beaucoup de talent, il arrivera à tirer le meilleur d'un instrument quelconque et à se développer davantage. »*

Il admet toutefois qu'un bon instrument aide beaucoup dans cette démarche. *« On se développe mieux quand on pratique sur un instrument de qualité, parce que cela ouvre nos oreilles à des possibilités sonores beaucoup plus subtiles,* ajoute M. Rivest. *Plus l'instrument est bon, plus on pourra se développer rapidement ou dans les subtilités. »*

Selon le violoniste et étudiant en musique Martin Choquette, le talent du violoniste revêt une bien plus grande importance que le violon sur lequel il joue. *« Mais à partir d'un certain niveau de pratique, l'instrument doit être capable de sortir les sons recherchés,* admet-il. *C'est là que la qualité de l'instrument entre en jeu. »*

> *« C'est sûr que le plus gros investissement, c'est souvent l'achat d'un instrument. »*
>
> Flavien Roger
> Étudiant en deuxième année de maîtrise en musique à l'UdeM

L'importance de l'instrument dépend aussi de la partie de la musique qui est développée, selon M. Rivest, qui est également directeur artistique de l'OUM. *« Si la partie de la musique est reliée à l'harmonie, au son, aux vibrations ou au timbre, alors plus l'instrument est bon, mieux c'est,* élabore-t-il. *Mais si la partie de la musique qui est développée est plutôt liée au côté sportif, c'est peut-être moins important si les dimensions demeurent les mêmes. »*

L'argent malgré tout

L'étudiant en deuxième année de maîtrise Flavien Roger, qui a acquis l'an dernier un basson pour 38 000 $, abonde dans le même sens. *« Avant, j'avais un instrument pour amateur, pas pour quelqu'un qui vise une carrière professionnelle,* explique-t-il. *Ma progression est beaucoup plus rapide, maintenant. »*

M. Rivest indique toutefois qu'un prix élevé n'est pas nécessairement un gage de la qualité d'un instrument. *« Pour un piano, on pourrait presque dire* "plus on paye cher, plus il va être bon", *ce qui n'est pas vrai du violon,* précise-t-il. *J'ai connu des Stradivarius qui ne sonnaient pas si bien que ça. »*

Flavien évoque donc inévitablement la variable de l'argent. « *Pour un instrument de qualité professionnelle, les prix commencent autour de 30 000 $,* souligne-t-il. *J'ai la chance d'avoir des parents qui m'aident financièrement, mais je connais des personnes qui n'ont pas cette chance. Pour eux, un instrument de moins bonne qualité finira par devenir un frein au bout d'un moment. »*

Facteurs sociaux et familiaux

Au-delà de cette aide financière, Flavien ajoute que le soutien familial dont il bénéficie depuis longtemps compte également pour beaucoup. *« C'est grâce à mes parents que j'ai pu commencer la musique à neuf ans, car ce sont eux qui m'ont poussé,* note-t-il. *Ils apprécient la musique et ont cherché à m'apporter le plus de choses différentes. »*

L'étudiant, originaire de France, explique que l'accès aux instruments y est plus facile qu'au Québec. *« L'accès à la musique peut revenir moins cher avec les aides,* explique-t-il. *Mais c'est sûr que le plus gros investissement, c'est souvent l'achat d'un instrument. »*

M. Rivest confirme que ces facteurs socio-économiques ont une incidence importante sur l'apprentissage, mais qu'ils ne sont pas les seuls. *« Le facteur le plus important est que les enfants soient exposés tôt à la musique,* estime-t-il. *L'oreille et la passion musicales sont des attributs humains qui se développent dès le plus jeune âge. S'il y a bien une chose de gratuite dans la vie, c'est de chanter à son enfant en le couchant le soir. »* Des petits gestes comme celui-là sont donc beaucoup plus importants que le compte en banque familial, selon le professeur.

RÉCONCILIER LA SCIENCE, L'ART ET L'ÉTHIQUE

Photos : Jacob Côté

Passibles, de Gregory Chatonsky.
L'artiste était jumelé avec la bioéthicienne Laurence Devillers, de l'Université Paris-Sorbonne.

Une nouvelle exposition du Centre d'exposition de l'UdeM (CEUM) présente des œuvres d'art et d'essai créées par cinq duos d'artistes et de bioéthiciens. Elle vise à susciter un dialogue concernant les implications éthiques de l'intelligence artificielle (IA) et la place grandissante que celle-ci occupe dans le domaine de la santé.

PAR ALAIN JAMES DUBÉ

Les nouveaux états d'êtres est le nom de l'exposition collective réalisée par cinq duos de créateurs, dont l'artiste montréalais Clément de Gaulejac et la bioéthicienne et professeure titulaire à l'École de santé publique de l'UdeM Pascale Lehoux. Tous deux invitent le public à réfléchir aux rapports de force entre l'humain et l'IA dans le domaine de la santé. *« Il y a une ambiguïté, un double sens du mot "problème", qui est à la fois un problème à résoudre au sens mathématique, et un problème plus existentiel »,* affirme M. de Gaulejac.

Mme Lehoux a écrit un essai intitulé *Rendre visible l'invisible avec AI-ship : Réflexions à propos des arts visuels et de l'innovation responsable en santé*, tandis que M. de Gaulejac a émergé de son processus créatif avec une œuvre lumineuse en néon avec l'aphorisme : *AI solves problems but it doesn't have any* [L'IA résout des problèmes, mais n'en présente pas].

Un processus collaboratif

M. de Gaulejac explique qu'il faut regarder au-delà de la simple utilité d'une application quelconque de l'IA dans le domaine de la santé. *« Un aspect éthique nous intéressait tous les deux : l'ambivalence qu'il peut y avoir à s'attendre que l'IA assure des tâches qui sont liées aux soins,* précise-t-il. *Ce n'est pas une mauvaise idée en soi, mais on trouve qu'elle mérite d'être regardée, d'être interrogée. »*

Sa collègue Mme Lehoux croit elle aussi que le débat public sur la question est déficient à quelques égards. *« Dans le discours public, il y a un certain nombre d'aspects qui sont mis de l'avant,* souligne-t-elle. *On parle beaucoup de promesses et d'investissements, mais il y a d'autres aspects qui sont absents du débat. »*

Simplifier l'équation

Selon Mme Lehoux, la difficulté de la tâche était de cristalliser en matière ces idées de nature éthique ou philosophique. *« L'IA, c'est comme un gros magma*, énonce-t-elle. *C'est difficile d'en définir les contours. Qu'est-ce que ça inclut ? Qu'est-ce que ça exclut ? »*

Cette exposition est le premier volet du projet collaboratif en art et science *AIship,* selon le texte explicatif de l'exposition. Ce mot est une combinaison de l'acronyme anglais pour désigner l'IA et du suffixe *-ship,* qui signifie « le fait ou l'état d'être ». *« Ce projet vise à mettre en évidence les aspects relationnels et émotionnels associés à l'utilisation de l'IA en santé ainsi que les enjeux éthiques qui en découlent »*, indique le site Internet de l'exposition.

Les avantages de l'interdisciplinarité

Les artistes visuels Bettina Forget et Yann Pocreau ont participé l'été dernier à une résidence artistique qui soulignait le 40e anniversaire de l'Observatoire du Mont-Mégantic. Leur travail a d'abord été présenté au CEUM dans le cadre de l'exposition *Merveilles célestes*, qui s'est terminée à la fin du mois de septembre. Une version abrégée de l'exposition a toutefois été installée au CEUM du campus MIL.

« L'avantage du partenariat entre la science et l'art est que la science est pleine de jargon, alors que l'art ne l'est pas, développe Mme Forget. *L'art fait de la science une expérience. C'est vraiment mon objectif et mon mandat lorsque je fais ce type de collaborations. »* L'artiste est également astronome amateur et directrice de la Visual Voice Gallery, une galerie qui se donne pour mandat de présenter des œuvres collaboratives d'art et de science.

« Cette collaboration entre les disciplines crée donc, en quelque sorte, un équilibre entre de nouveaux domaines de connaissance », ajoute-t-elle, précisant que bien que l'art et la science soient des domaines très différents, ils font plus ou moins, selon elle, la même chose. *« Dans la recherche, il y a de l'expérimentation, une volonté de répondre à des questions de recherche de base,* poursuit-elle. *Les artistes sont très bons pour l'autoréflexion : c'est pourquoi il y a autant d'institutions scientifiques qui invitent maintenant des artistes à y faire des résidences. »*

L'exposition *Les nouveaux états d'êtres* est présentée au CEUM, au pavillon de la Faculté d'aménagement, du 27 septembre au 14 décembre 2019. La mini-exposition *Merveilles célestes* était présentée au CEUM de la bibliothèque du campus MIL jusqu'au 14 octobre.

Conférence à deux voix

ÉTATS-UNIS + CANADA / VENEZUELA + CUBA : enjeux géopolitiques

avec

Arnold AUGUST et Claude MORIN

ARNOLD AUGUST, journaliste montréalais, est l'auteur de trois livres sur Amérique latine et les États-Unis. Il collabore à de nombreux sites web. En juillet dernier, il faisait partie de la délégation canadienne au Foro de São Saulo (à Caracas).

CLAUDE MORIN, historien spécialiste de l'Amérique latine, professeur retraité de l'UdeM. Auteur de nombreuses publications sur le Mexique, Cuba et les pays du Bassin des Caraïbes dans leurs relations avec les États-Unis au XXe siècle. Conférencier et commentateur sur l'actualité latino-américaine dans les médias.

Montréal, Jeudi le 24 octobre à 19h

Centre St-Pierre

1212 rue Panet, Mtl. Salle Laure-Gaudreault Métro Beaudry

Avec le concours de

Solidarité Québec-Haïti #Petrochallenge 2019

Conseil central DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN

PAJU Palestiniens et Juifs Unis Palestinian & Jewish Unity

TABLE DE CONCERTATION DE SOLIDARITÉ QUÉBEC-CUBA
Ensemble un monde meilleur est possible

COMMUNAUTÉ CUBAINE AU CANADA
Organisme sans but lucratif
COMUNIDAD CUBANA EN CANADÁ
Organización sin fines de lucro

Le salon rouge écrivain(e)s

INTERNATIONAL LEAGUE OF PEOPLES STRUGGLES ILPS CANADA

Action et Solidarité pour la Colombie

Mouvement Québécois pour la Paix

Centro Cultural Araucaria de Montréal

Partido Comunista de Chile en Montréal

SOL RED DE SOLIDARIDAD CON LOS PUEBLOS

UN CHOIX POLITIQUE

L'Orchestre de l'UdeM (OUM) a ouvert sa nouvelle saison le 12 octobre, avec son spectacle *Gloire soviétique.* Au programme : la cinquième symphonie de Chostakovitch, une critique musicale du régime soviétique des années 1930. Le directeur artistique de l'OUM, Jean-François Rivest, évoque la puissance de la musique classique en matière de dénonciation des aberrations politiques.

PAR AISHA JALIL

Photo : Jacob Côté

« En tant qu'artistes, c'est notre devoir de communiquer au public non seulement la beauté des œuvres, mais aussi les difficultés que l'humanité traverse à toutes les étapes de son évolution », explique le responsable de la direction artistique de l'OUM, Jean-François Rivest. Il précise que ce tout premier programme de l'année universitaire vise à sensibiliser le public quant à l'engagement politique pouvant être véhiculé par la musique classique. *« Le choix de répertoire est basé sur un équilibre fragile et difficile à trouver,* poursuit-il. *Je suis censé présenter de nouveaux sujets à mes étudiants pour leur apprendre le métier et, en même temps, arriver à attirer le public. »*

La résistance par l'ironie

Selon M. Rivest, toutes les œuvres de Chostakovitch présentent un aspect révolté, car le compositeur a su exprimer ce que peu de gens osaient dire tout haut pendant la période la plus violente du régime stalinien. *« Chostakovitch a dû choisir entre continuer à raconter passionnément sa vérité, au risque de se faire purger par le gouvernement, ou trouver l'équilibre pour pouvoir continuer à composer »,* rappelle-t-il au sujet des circonstances qui ont vu naître la symphonie *Gloire soviétique.*

Le professeur explique que la parodie de cette cinquième symphonie de Chostakovitch réside dans le fait que, tout en respectant la structure classique de la symphonie, celle-ci renverse les tons normalement attribués à chaque partition : ce qui devait être glorieux est composé d'une façon triste, alors que ce qui devait paraître joyeux est abordé d'une manière chaotique. *« Ce qui est le plus ironique, c'est que l'ensemble du peuple l'a remarqué tout de suite, alors que le parti ne l'a pas vu »*, remarque-t-il.

Un programme hétéroclite

Les deux autres parties du spectacle sont plus décoratives et détendues, selon M. Rivest. Le *Concerto pour violon* de Jean-Pierre Rampal a lui aussi été conçu pendant la période soviétique, tandis que la pièce *Création,* du compositeur Benoit Groulx, a remporté le premier prix du Concours de composition 2019 de l'OUM.

M. Groulx, explique qu'il n'y a pas de lien idéologique entre sa pièce et celle de Chostakovitch, mais qu'il y a néanmoins une certaine parenté dans leur orchestration. *« Ma pièce ne s'inscrit pas dans une démarche d'engagement social, mais se veut mon interprétation en musique du phénomène cosmologique que l'on appelle "le rayonnement fossile" »*, précise-t-il. Il fait ici référence au rayonnement électromagnétique très homogène observé dans toutes les directions du ciel.

> *« Chostakovitch a dû choisir entre continuer à raconter passionnément sa vérité, au risque de se faire purger par le gouvernement, ou trouver l'équilibre pour pouvoir continuer à composer. »*
>
> Jean-François Rivest
> Professeur à la Faculté de musique de l'UdeM
> et chef d'orchestre de l'OUM

La culture orchestrale

M. Rivest constate que la musique classique demeure dévalorisée au sein du grand public. « *Je pense que la musique, comme les autres arts, n'occupe pas la place qu'elle devrait avoir dans l'éducation,* affirme-t-il. *Qu'il y ait de moins en moins d'orchestres, de chorales et d'écoles de musique est la conséquence d'un certain choix politique. »*

Le chef d'orchestre invite toutefois les étudiants à s'initier à ce milieu, peu importe leur intérêt principal. *« Malgré les préjugés qui existent envers la musique classique, je dirais aux étudiants "venez voir, venez écouter, venez faire l'expérience de l'orchestre jeune, beaucoup plus décontracté, vivant et généreux",* exhorte-t-il. *C'est une bonne place pour commencer. »*

La prochaine représentation de l'OUM aura lieu le 2 novembre. Comme toutes les activités offertes par la Faculté de musique, celle-ci est gratuite pour les étudiants sur présentation de leur carte étudiante une heure avant le spectacle, à la billetterie de la Salle Claude-Champagne.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

PIÉ

PROJETS D'INITIATIVES ÉTUDIANTES

DATE LIMITE
6 NOVEMBRE

OBTENEZ JUSQU'À **2 000 $** POUR UN PROJET ÉTUDIANT À L'UDEM !

FAECUM.QC.CA

FAÉCUM